

Un engagement étudiant renouvelé

La jeunesse s'abstient toujours plus aux élections, et elle se détourne des moyens d'engagement traditionnels. Pourtant, elle semble traversée de combats proprement politiques contre les discriminations et les inégalités, notamment à l'université. Par quels canaux exprime-t-elle donc aujourd'hui ses revendications ?

Zinedine AMIANE, membre de l'Union étudiante

Al'élection présidentielle comme aux élections législatives ou européennes, l'abstention bat des records, au sein de la jeunesse⁽¹⁾. La participation des jeunes aux canaux traditionnels de débat s'étiole tandis qu'ils se sentent de moins en moins écoutés. Après deux duels Macron-Le Pen et des élections européennes qui ont porté le Rassemblement national en tête, comment ne pas voir le fait que les thèmes privilégiés de la jeunesse soient mis de côté, dans le débat public ? Quelle politique de lutte contre les inégalités, contre le changement climatique, contre les discriminations ? Dès lors, si les revendications de la jeunesse ne comptent pas, comment attendre d'elle qu'elle s'engage par les voies traditionnelles ?

Pourtant la jeunesse pense, débat, critique. Elle se sent concernée, d'un côté comme de l'autre, par le combat pour la libération de la parole des victimes de violences sexistes et sexuelles, contre le racisme et contre les inégalités. Tout engagement n'est pas progressiste, et, nous le voyons, une partie minoritaire mais grandissante de la jeunesse s'engage dans des organisations et des mouvements conservateurs et réactionnaires. C'est pourquoi des combats s'engagent au sein de la jeunesse autour de son rapport à la politique, à la laïcité, au genre, au racisme, aux luttes sociales et à l'engagement. Il suffit de la lire et de l'écouter sur ses canaux de communication, sur les réseaux sociaux. Tout cela détonne du portrait d'une jeunesse apathique et désintéressée, s'abstenant aux élections.

Mais ce n'est pas uniquement au sein des institutions et de la politique dans son sens le plus classique que la jeunesse manque à l'appel. Lors de la lutte contre la réforme des retraites en 2023, son absence s'est fait ressentir dans les syndicats professionnels : elle se serait mobilisée trop peu, et trop tard. Mais où diable s'engage-t-elle alors ? Si elle ne va ni dans la rue, ni dans les bureaux de vote, comment entend-t-elle faire entendre sa voix ?

Aux sources de la démobilisation étudiante

On ne peut nier la « baisse de régime » du mouvement étudiant et, plus largement, de la jeunesse, sur la dernière décennie. Notre dernière victoire d'ampleur remonte au CPE de mars 2006, et depuis nous essayons échec sur échec. Echec à construire, à mobiliser et à tenir dans la durée un mouvement : la loi LRU, Par-

coursup, Mon Master, le SNU, le décret « Bienvenue en France », le « choc des savoirs » en témoignent tous.

Premier facteur, la répression s'est accrue. Il est de plus en plus difficile de tenir des permanences syndicales dans nos universités, ou d'informer les étudiantes et étudiants. Le mouvement de soutien à la Palestine en témoigne : impossible de tenir une table de discussion dans les locaux de l'université, les conférences sont interdites à la chaîne et les centres fermés lorsque les présidences d'université craignent une action d'ampleur. Le campus de Clignancourt, la Sorbonne et Sciences Po Paris en sont des exemples. Cœurs battants de la mobilisation parisienne, ils sont systématiquement surveillés et réprimés outre mesure.

« Des combats s'engagent au sein de la jeunesse autour de son rapport à la politique, à la laïcité, au genre, au racisme, aux luttes sociales. Il suffit de la lire et de l'écouter sur ses canaux de communication. Tout cela détonne du portrait d'une jeunesse apathique et désintéressée, s'abstenant aux élections. »

Le second facteur tient à la mise en concurrence. Ces réformes ont un point commun. En plus d'avoir mis en échec la jeunesse, elles y plantent les graines de la division. Sa démobilisation est certainement liée au sentiment d'une action vainue du fait de la répression, mais aussi, et c'est central, à la mise en concurrence. Concurrence et répression pour écraser et mater l'esprit de révolte, majoritaire dans la jeunesse.

En 2024, ce sont plus de quatre-vingt-mille bacheliers qui se trouvent sans affectation, du fait de Parcoursup. Comment leur demander de s'engager, après avoir essuyé une telle humiliation ? Comment demander à celles et ceux acceptés dans la formation souhaitée, au détriment de beaucoup d'autres, d'y renoncer pour le bien commun ? Ces réformes et celles à venir entérinent l'idée que toute victoire personnelle doit se faire au désavantage des autres, qu'on ne peut faire corps, et que le combat collectif est une



Les dernières années ont été marquées par une montée en puissance, progressive, des mobilisations étudiantes (ici à Paris, en 2022), et un regain d'intérêt pour l'engagement au sens large. Partout la participation explose dans les élections des représentants étudiants, et ce presque systématiquement au profit du syndicalisme étudiant de transformation sociale.

chimère. C'est pourquoi les autorités s'efforcent de briser cette dynamique à tout prix, sans dévoiler l'ampleur de leurs attaques : mieux vaut frapper par petites touches, par des moyens qui ne suscitent pas assez de colère pour provoquer un sursaut. Mieux vaut susciter la résignation, en accumulant les défaites du côté des jeunes.

Le pouvoir a déjà bien avancé dans son programme contre une jeunesse émancipée et porteuse de rupture. L'enseignement supérieur en est un exemple criant : on organise la rareté en instaurant une sélection qui exclut chaque année de plus en plus de jeunes. Cette rareté les pousse à se tourner vers le privé pour obtenir ce que le public leur refuse. Enseignement public dont le coût a crû pour la première fois depuis 2019 (les frais d'inscription à l'université ont augmenté de 2,9 %, à la rentrée 2024)⁽²⁾. La jeunesse étudiante est d'autant plus prisonnière de ce marché que l'enseignement public devient de plus en plus inhospitalier : la dépense publique par étudiant à l'université a baissé de 22 % depuis 2012. De ces conditions dégradées découle un effet d'écrémage : le taux de passage en deuxième année de licence est inférieur à 50 %. Le privé devient la seule solution pour un grand nombre de ces étudiants.

(1) www.insee.fr/fr/statistiques/6658143.

(2) www.letudiant.fr/lifestyle/aides-financieres/les-frais-dinscription-a-luniversite-augmenteront-de-2-9-a-la-rentree-2024.html.

Patrick Hetzel, ministre démissionnaire de l'Enseignement supérieur, présentait le 19 novembre 2024 sa feuille de route. Sur soixante-huit points, c'est la «clarification du paysage juridique des établissements privés» et la création d'un label «privé» qu'il a choisi d'aborder en premier. Il reste dans la continuité de la politique d'accréditation à la chaîne de ses prédécesseurs. L'enseignement privé se développe rapidement et représente désormais un quart des formations supérieures : il trouve même sa place dans le public. Le recours croissant à l'apprentissage, qui capte bien plus de budget par étudiant que la formation initiale dans les universités, est une autre manière de déléguer la formation au privé et de formater les jeunes aux exigences du patronat.

Le syndicalisme étudiant en mutation

Concurrence et répression sont donc les mots d'ordre de notre pays, dans son rapport à sa jeunesse. Mais si le combat politique a semblé hors d'atteinte dans les premières années du mandat d'Emmanuel Macron, très rapidement, des brèches se sont ouvertes. Après une crise Covid difficile pour la santé mentale des étudiants, l'engagement est allé crescendo dans l'ensemble des universités. Les dernières années ont été marquées par une montée en puissance, progressive, des mobilisations étudiantes, et un regain d'intérêt pour l'engagement au sens large. Partout la participation explose dans les élections des représentants étudiants, et ce presque systématiquement au profit du syndicalisme

« La démobilisation de la jeunesse que l'on a connue était certainement liée au sentiment d'une action vaine du fait de la répression, mais aussi, et c'est central, à la mise en concurrence, avec des réformes qui y ont planté les graines de la division. »

étudiant de transformation sociale. Après le dégoût, le ras-le-bol et le passage à l'action. Durant la réforme des retraites on a vu jusqu'à soixante facts bloquées simultanément, et l'année suivante plusieurs dizaines l'ont été en soutien aux étudiantes et étudiants de Sciences Po, réprimés pour leur soutien à la Palestine. Ce sont aussi des victoires locales qui en inspirent d'autres, sur le congé menstruel ou les cellules de lutte contre les violences sexistes et sexuelles (VSS), par exemple. Partout les syndicats étudiants gagnent en force et acquièrent, progressivement, une place qu'ils n'avaient plus connue depuis une dizaine d'années. La percée la plus frappante est celle des élections Cnous⁽³⁾ qui voient le syndicalisme étudiant majoritaire, après neuf ans de corporatisme⁽⁴⁾. On voit bien que les étudiantes et étudiants s'organisent et se défendent.

La jeunesse, la jeunesse étudiante du moins, semble reprendre conscience du rôle historique qu'elle occupe en tant que force vive et terreau du mouvement social. Si notre jeunesse est plurielle et certes marquée par l'essor de courants fascistes, racistes et masculinistes, elle demeure le corps social le plus ouvert à

l'altérité, le plus demandeur de justice et d'égalité. La jeunesse est héritière de mouvements d'ampleur, à l'initiative de ceux de Mai-1968 comme de mars 2006. Puissante, elle peut renverser tous les pouvoirs, et elle ne le sait pas toujours... Eux, si. La jeunesse étudiante demeure une catégorie hétérogène mais elle poursuit des objectifs communs d'émancipation. Les vecteurs d'engagement diffèrent d'une personne à l'autre, d'une université à l'autre, d'une filière à l'autre, d'une ville à l'autre. Pour autant, la radicalité et la colère dans la jeunesse étudiante sont partout présentes et supposent qu'on lui parle différemment et qu'on l'inclue en tant que telle dans la délibération démocratique.

Le regain d'intérêt pour le syndicalisme étudiant, mais aussi pour les mouvements, pour le Nouveau Front populaire, pour les associations, pour se défendre et organiser la solidarité est le premier signe d'un changement de paradigme. Une jeunesse ne vote plus mais une autre, grandissante, s'engage plus que jamais et entraîne des foules dans son sillage.

« *La majorité c'est personne, la minorité c'est tout le monde* »⁽⁵⁾ : la jeunesse en est l'incarnation. Que ce soit dans une université de province, d'outre-mer, de banlieue ou de Paris, chaque étudiante, chaque étudiant a matière à s'engager ; dans des combats locaux comme nationaux, et maintenant même internationaux. Comment mobiliser les jeunes ? Comment intéresser les jeunes à la politique ? Comment promouvoir l'engagement chez les jeunes ? Ne vous inquiétez pas, elles et ils s'en chargent ! ●

(3) Centre national des œuvres universitaires et scolaires.

(4) Voir la « Représentation étudiante dans les œuvres universitaires », https://fr.wikipedia.org/wiki/Repr%C3%A9sentation_%C3%A9tudiante_dans_les_%C5%92uvres_universitaires.

(5) Selon les termes de Gilles Deleuze (*l'Abécédaire*, 1988).

Paroles de jeunes sur le sujet des valeurs

Lors de l'université d'automne de la LDH la parole a été donnée à des jeunes venus d'horizons divers. Extraits.

Yanis (Douai)

« J'ai 17 ans. Je veux parler du respect. Pour moi le respect commence par la politesse des gens, surtout des gens que l'on ne connaît pas. Par exemple si je rencontre quelqu'un que je ne connais pas, je vais lui dire bonjour et s'il ne me répond pas, pour moi c'est de l'irrespect. Il ne faut pas juger quelqu'un sur son physique, il faut toujours respecter la personne qu'on ne connaît pas. Que la personne ait la même origine que nous ou non, il faut toujours la respecter. Moi, ma mère m'a appris le respect, surtout pour les plus grands et les plus jeunes. »

Soriba (Roubaix)

« J'ai 16 ans. Je suis en première au lycée Lavoisier ; j'ai grandi dans le quartier de l'Alma. Dans ce quartier il y a beaucoup d'entraide : on est tous

ensemble, un peu comme une famille, et c'est ce qui m'a permis d'aider les gens à chaque fois que j'en voyais et qui avaient besoin d'aide. C'est pour cela que j'ai fait mon stage à la maison des associations, où j'ai vu comment une association s'organisait. Maintenant, je suis bénévole dans une association. La valeur que je voulais présenter, c'est la solidarité : pour moi la solidarité c'est de venir en aide aux personnes qui en ont besoin, obligatoirement, dès qu'on en rencontre une. Si j'ai choisi cette valeur-là, c'est parce que dans mon enfance je l'ai vécue. »

Guilhem (Olby)

« J'ai 17 ans et je suis lycéen à Clermont-Ferrand mais j'habite dans un village de moins de mille habitants. Dans mon territoire on voit une montée

de l'extrême droite. [...] J'ai pu discuter avec des gens de mon village : ce qu'ils ressentent surtout, c'est de l'insécurité et du désintérêt pour la politique : les jeunes qui se destinent à être agriculteurs ont une très mauvaise image de la politique, biaisée par les réseaux sociaux ; et ils tiennent des propos à la limite du racisme envers les gens de la ville ou de ceux qui s'installent. [...] En tant que jeunes on essaye de trouver des solutions, de créer du lien au sein du village, mais aussi avec la ville. On a envie de rencontrer des gens venus de la ville ou de l'étranger, alors que dans le village certains jeunes ne sont jamais sortis de la région. »

Propos recueillis par Gérard Aschieri, rédacteur en chef de D&L